

Published on *intal* (<http://www.intal.be>)

Dexia et les colonies israéliennes : nouvelles révélations

By Joaquim DF

Created 15/09/2009 - 11:00



L'organisation « WhoProfits » et la plate-forme "Palestine Occupée - Dexia Impliquée" ont découvert de nouveaux documents dérangeants. Dexia Israel Public Finance a signé, en juin 2009, un contrat basé sur un appel d'offre comprenant cinq colonies.

La campagne "Palestine Occupée - Dexia Impliquée" a débuté en novembre 2008. Elle rassemble des dizaines d'associations, des centrales syndicales, des mouvements, et vise une certaine politique du groupe Dexia. Via sa filiale israélienne - *Dexia Israel Public Finance* - le holding franco-belge accorde des crédits à des colonies israéliennes en territoire palestinien. Plus d'infos sur cette campagne [via cet article](#) ^[1]

Cette campagne n'est pas sans effet. Lors de l'Assemblée Générale du Groupe Dexia qui s'est tenue le 13 mai 2009, le président du Conseil d'Administration de Dexia, Jean-Luc Dehaene, répondait aux représentants de la campagne "Palestine Occupé - Dexia Impliquée". L'ancien Premier Ministre belge déclarait « *depuis septembre 2008, nous [Dexia] n'avons pas accordé de nouveaux crédits [aux colonies] et nous n'avons pas l'intention de le faire.* » Pour toute une série de raisons évidentes expliquées [dans cet article](#) ^[2], la déclaration n'était pas

satisfaisante. L'ancien Premier Ministre belge s'était néanmoins engagé par cette promesse.

Il semble que cet engagement n'ait pas tenu longtemps. L'organisation « Who Profits » ^[3] (qui traque les entreprises générant leurs profits en exploitant d'une manière ou d'une autre l'occupation israélienne des territoires palestiniens) a mis à jour des éléments indiquant qu'un nouvel accord, basé sur un appel d'offre incluant des colonies israéliennes, a été conclu par Dexia Israel après l'Assemblée Générale du 13 mai 2009 et les déclarations mentionnées ci-dessus.

Que nous apprennent ces nouveaux documents?

Ils nous révèlent qu'à la suite de difficultés financières rencontrées par certaines municipalités israéliennes, le Ministère des Finances de l'Etat hébreu a mis sur pied un plan d'assainissement. Ce plan inclut, entre autres, une garantie d'Etat pour des emprunts contractés par les communes en difficulté auprès de banques privées. Mais pour que les prêts soient accordés à un taux avantageux, Tel Aviv a fait jouer la concurrence. Un appel d'offre a donc été lancé en mars 2009 par le Ministère des Finances : «Quelle banque offrira le taux d'intérêt le plus intéressant ?».

Dexia Israel remporte l'appel d'offre. Le 30 juin 2009, un contrat est signé avec l'Etat israélien stipulant que Dexia Israel allouera, dans le cadre de ce *recovery plan*, la somme de 274 millions de shekels (environ cinquante millions d'euros) à des autorités locales israéliennes : lesquelles ?

La liste complète des communes participant au plan est reprise dans l'appel d'offre remporté par Dexia [[télécharger l'appel d'offre en hébreu](#) ^[4]]. La plupart des communes sont situées en Israël, c'est-à-dire dans les frontières de 1948. Mais cette liste reprend aussi les noms de cinq colonies israéliennes, c'est-à-dire d'implantations installées illégalement en Cisjordanie occupée, sur des terres palestiniennes. Les noms de ces colonies: Elkana - Le Conseil régional de la Vallée du Jourdain - Givat Ze'ev - Emanuel - Kedumim.

Que pouvons-nous déduire de ces documents?

Jusqu'à présent, les crédits n'auraient pas encore été versés. Est-ce que Dexia Israël aurait exigé que les cinq colonies en soient exclues, car 'contraires' au droit international et à la charte éthique du groupe ? C'est probablement ce qu'affirmera la direction de Dexia s.a.

Ce serait souhaitable, mais cela paraît malheureusement très peu probable si l'on entend les déclarations du porte-parole de *Dexia Israel*. Ce dernier a été interviewé début juillet 2009 par des journalistes

israéliens du site web d'info économique *The Marker*.

Dans le cadre de ce nouveau plan et du contrat avec l'État, les journalistes lui demandaient si Dexia Israel refuserait dorénavant de financer les colonies israéliennes, conformément à ce qu'a déclaré Jean-Luc Dehaene. La réponse est diplomatique, mais laisse peu de place au doute. « Dexia Israël continuera à accorder des prêts à toutes les autorités locales israéliennes qui respectent la loi israélienne, sans aucune autre considération si ce n'est bancaire. » [5]

La loi israélienne et la politique actuelle du gouvernement israélien encouragent la colonisation israélienne dans les territoires occupés. Dans ce contexte, et au vu de tous les éléments présentés ci-dessus, il semble clair que Dexia Israel n'entend pas rompre ses liens avec les colonies.

De deux choses l'une, soit la direction du groupe Dexia cache des informations importantes, soit elle n'a pas de réel pouvoir au sein du groupe Dexia, en tout cas pas celui d'empêcher la filiale israélienne de financer la colonisation illégale des terres palestiniens avec notre argent. Dans tous les cas, les membres de la campagne "Palestine Occupée - Dexia Impliquée" vont redoubler d'efforts au cours des prochaines semaines.

Que faire?

La campagne se poursuit jusqu'à ce que Dexia SA

1. rompe ses liens (contractuels ou non) avec toutes les collectivités, communes, entreprises, particuliers, etc... liée à l'occupation israélienne de la Palestine.
2. reconnaisse que les colonies israéliennes implantées dans les territoires occupés palestiniens sont illégales et constituent un obstacle à la paix.
3. reconnaisse que la municipalité de Jérusalem, telle qu'instituée par les Israéliens, est illégale car elle comprend la partie Est de la ville. Cette municipalité ne doit donc pas recevoir de financement du groupe Dexia.
4. reconnaisse qu'avoir permis à une de ses filiales de financer les colonies israéliennes était une faute inadmissible présentent ses excuses pour les torts que ces financements ont causés.
5. fournisse les preuves permettant de vérifier le caractère irréfutable des activités de sa filiale israélienne.

Prochain rendez-vous de la campagne "Palestine Occupée - Dexia Impliquée":

Samedi matin 3 octobre, devant plusieurs agences Dexia en Belgique.

Plus d'infos sur cette action d'envergure dans l'agenda d'intal ^[6].
Vous pouvez aussi signer la pétition en ligne : rendez-vous sur cette page ^[7].

(c) 2007 intal.be | all content is released under the NC/SA creative commons license.

Source URL (retrieved on 15/09/2009 - 14:35): <http://www.intal.be/fr/article/dexia-et-les-colonies-israeliennes-nouvelles-revelations>

Liens:

- [1] <http://www.intal.be/fr/../../../../fr/article/chronologie-de-la-campagne-palestine-occupee-dexia-impliquee>
- [2] <http://www.intal.be/fr/../../../../fr/article/campagne-dexia-nous-avons-fait-un-pas-en-avant-et-poursuivons-la-campagne>
- [3] <http://www.whoprofits.org/>
- [4] <http://free.info.gov.il/NR/rdonlyres/B50E49E5-740F-40EC-99AD-0E06DECEAC39/0/ashray.pdf>
- [5] http://www.themarker.com/tmc/article.jhtml?ElementId=skira20090701_1096880&from=haaretz
- [6] <http://www.intal.be/fr/../../../../fr/stop-au-finacement-de-la-colonisation-israelienne-par-dexia>
- [7] <http://www.intal.be/fr/../../../../fr/emailcampagne/palestine-occupee-dexia-impliquee>